

## Mobilisation monstre pour un journaliste : le régime Nkurunziza sous pression

@rib News, 19/02/2015 – Source AFP Des dizaines de milliers de Burundais sont descendus jeudi dans les rues de Bujumbura, leur capitale, pour accueillir un populaire journaliste tout juste libéré de prison, un message clair pour le pouvoir à l'approche d'importantes élections. La manifestation monstre de jeudi reflète les tensions croissantes dans ce petit d'Afrique des Grands Lacs à l'approche des élections législatives, communales et présidentielle prévues en mai et juin, et la pression grandissante sur le pouvoir de Pierre Nkurunziza (photo), soupçonné de vouloir briguer un troisième mandat.

Pour Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group (ICG), la manifestation "témoinne du ras-le-bol du pouvoir et de ses méthodes". Avant l'arrestation de Bob Rugurika, d'autres incarcérations avaient déclenché des tollés au Burundi, notamment celle, l'an dernier, de Pierre-Claver Mbonimpa, président de la principale organisation burundaise de défense des droits de l'Homme, l'Aprodeh, libérée depuis. Mais le président Nkurunziza semble aussi faire de plus en plus face à une pression interne exercée par toute une frange de son parti, le Cnnd-FDD, pour ne pas se représenter. Preuve en est le limogeage, mercredi, des principaux chefs des services de renseignements du pays. Selon des sources concordantes, Pierre Nkurunziza les a démis de leurs fonctions parce qu'eux aussi lui avaient demandé de renoncer à un nouveau mandat afin d'éviter de "nombreuses oppositions, tant dans le pays que dans son parti". Le ministre de l'Intérieur avait interdit toute manifestation jeudi - l'annonce de la libération du journaliste par la Cour d'appel avait déjà rassemblé plusieurs milliers de personnes mercredi. Mais l'interdiction a été bravée. A son entrée dans la capitale, le journaliste était même escorté par des dizaines de voitures et des centaines de moto- et vélo-taxis. Aucun décompte officiel du nombre de personnes venues chanter et danser leur joie n'était disponible, mais le rassemblement comptait sans doute des dizaines de milliers de personnes, selon un témoin présent sur place. A la mi-journée, la foule s'était majoritairement retirée. La police n'est intervenue qu'en fin de rassemblement pour disperser à coups de canon à eau les derniers manifestants. Jeudi, Phenias Harimenshi, un agriculteur du nord-est du pays venu spontanément à Bujumbura pour la libération du journaliste, a clairement annoncé la couleur: "Les Burundais veulent que les choses changent, et nous prions le président que nous serons plus nombreux s'il ose se représenter pour un troisième mandat". "J'ai 50 ans et jamais je n'ai vu une telle foule dans la rue", a estimé Fabien, un enseignant. Dans son souvenir, le seul événement à avoir déclenché pareille liesse fut l'arrivée au pouvoir en 1993 de Melchior Ndaday, premier président élu du pays. Mais selon lui, même alors, la foule était moins nombreuse. Incarcéré depuis janvier dans le centre du Burundi et inculpé de complicité d'assassinat de trois religieuses italiennes, le journaliste libéré sous caution jeudi matin, Bob Rugurika, est le directeur de la RPA (Radio publique africaine). La station, réputée proche de l'opposition, est la plus populaire au Burundi: surnommée la radio des "sans-voix", elle est en pointe dans la dénonciation des inégalités sociales, du harcèlement politique ou encore des abus de l'administration et des forces de l'ordre. La justice reproche à Bob Rugurika la diffusion, sur les ondes de la RPA, des aveux d'un homme qui se présente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes de 75, 79 et 83 ans, tuées en septembre à Kamenge, quartier du nord de Bujumbura. L'homme mettait en cause de hauts responsables des services secrets burundais dans ces meurtres, sans expliquer leurs éventuels mobiles. Cette version prend le contre-pied de celle de la justice burundaise, qui avait arrêté un jeune homme dans le quartier de Kamenge peu après les faits. Ce dernier, qui passe pour un "déséquilibré", est accusé d'être le seul responsable du triple meurtre et a été écroué. L'arrestation du directeur de la RPA avait déclenché de vives protestations au sein de l'opposition, de la société civile, de la communauté internationale et d'organismes de défense des droits de l'Homme en janvier. Le pouvoir burundais est de plus en plus accusé de chercher à restreindre l'espace politique et museler les médias.